

D 1085 HAÏTI : EFFERVESCENCE CHEZ LES JEUNES

La bombe à retardement dont nous parlions à propos du "concile" rassemblant plusieurs milliers de jeunes à Jérémie en avril 1985 (cf. DIAL D 1029) vient effectivement d'exploser. Le détonateur en a été l'assassinat de trois collégiens à Gonaïves par les forces de sécurité, le 28 novembre 1985 (cf. DIAL D 1076). Des manifestations inquiétantes pour le régime se sont succédé dans les semaines suivantes, avec une participation importante de jeunes. A l'évidence le gouvernement reste démuni devant un mouvement de fond né hors de la mouvance de l'opposition classique.

Le dossier ci-dessous rassemble les éléments suivants:

- 1) un résumé des principaux faits après le 28 novembre;
- 2) une analyse de la situation;
- 3) trois proclamations à la résistance, dont deux émanant de groupes de jeunes.

Note DIAL

1- La situation politique après les événements des Gonaïves

L'assassinat gratuit de trois élèves gonaïviens, leur inhumation grotesque, sans cérémonie, en présence de militaires fortement armés, l'arrestation en masse de manifestants, l'encerclement de la ville des Gonaïves par les forces armées d'Haïti, ont créé dans le pays tout entier un sentiment mêlé de douleur et d'indignation. Déjà, le 28 novembre, Mgr Emmanuel Constant, évêque des Gonaïves, tout en lançant un appel au calme, a fustigé cet acte criminel: "*Quand nous avons la pénible opportunité de constater qu'elle (l'autorité) s'exerce d'une manière aveugle, inconsidérée, nous ne pouvons que déplorer un tel état de choses et protester avec les familles éplorées...*" La mise sur pied d'une commission d'enquête par le gouvernement (Me Jeannot Cadet, commission nationale des droits de l'homme; Colonel William Regala, chef de la police politique SD; Céphas Théodore, représentant du secrétariat des Cultes; M. André Jean, représentant de l'Education nationale), n'a pas calmé les esprits.

Au contraire, le 1er décembre, la population de Belladères organisa une marche de soutien aux Gonaïviens, aux cris de "Vive la lumière, à bas les ténèbres". La Conférence haïtienne des religieux (CHR) décida de fermer les écoles congréganistes le 2 décembre en signe de deuil sans l'autorisation du Ministère de l'Education nationale. Toutes les écoles du pays suivirent l'exemple tant et si bien que le gouvernement dut, malgré lui, décréter le 2 décembre, jour de deuil national. Malgré la censure imposée à la presse et les répressions de toutes sortes, les autres villes de province se mirent en branle. Aux Cayes, les élèves du lycée Philippe Gueurrier, puis ceux des collèges, gagnèrent les rues. Trois hommes armés pénétrèrent au collège mixte de Sion pour y matraquer un professeur de français: M. Emmanuel Remé. Boutiques et magasins fermèrent leurs portes. Le mouvement gagna vite les autres localités du sud: Cavaillon, St Louis du Sud...

Après les Cayes et Jérémie, ce fut le tour de Petit-Goâve, encore plus irréductible que les autres villes (les écoles y sont encore fermées). La fermeture de Radio-Soleil et l'ordre donné à Radio-Lumière de ne pas diffuser des nouvelles

locales ont pour effet de tenir les contrées du pays isolées les unes des autres.

Mais nous avons fini par apprendre que la vengeance a commencé aux Gonaïves dans la plus pure tradition du marronnage. (Au tout début des guerres de libération nationale, en 1791, les esclaves révoltés, dirigés par Mackandal, Padre Jean, éliminèrent des colons esclavagistes grâce à des poisons violents qu'ils préparaient eux-mêmes). Des hougans et initiés vaudou de l'Artibonite ont monté dans l'Artibonite une organisation nommée "Opération bambou". Elle consiste à souffler par une tige de bambou un poison extrêmement violent, "sept neg", sur la personne honnie. D'après des nouvelles récentes, 17 militaires en poste aux Gonaïves en sont mortellement atteints: ventre enflé, lésions sur la peau, diarrhée... Ce poison ne pardonne jamais.

A Port-au-Prince, des tracts comme celui-ci circulent: "*Où sont nos dollars? Dans les banques suisses. Michèle Bennet Duvalier vient d'effectuer un voyage en France où elle a acheté un château, fait d'autres emplettes et déposé 14 millions de dollars, alors qu'il nous en faut pour acheter du gas-oil et de la gasoline. Et nous avons faim... Duvalier + Bennett + Ministres d'Etat = voleurs + Assassins du peuple*".

(Bulletin "Haïti information libre" de janvier 1986)

2- Analyse de la situation

HAÏTI: LE PEUPLE RESSUSCITE

(Intertitres de DIAL)

Gonaïves: cité où fut proclamée le 1er janvier 1804 l'indépendance d'Haïti, première République noire. Le mercredi 27 novembre 1985, le peuple des bidonvilles prend la rue, relayé par les élèves des lycées et collèges de la ville. "A bas la misère", "A bas la Constitution", "A bas la dictature", "A bas Jean-Claude", "Vive l'armée": les pancartes expriment cette transgression de la peur. L'armée, anciennement respectée, aujourd'hui gangrenée par la corruption, entraînée à la répression - avec le concours d'instructeurs israéliens et, surtout, américains - hésite, en proie à ses propres contradictions. A dire vrai, Gonaïves connaît des émeutes récurrentes; émeutes de la faim et surtout protestations d'identité (1). Petite ville hors des circuits du développement à enrichissement rapide, Gonaïves symbolise pour quelques-uns le mépris total par l'actuel pouvoir du peuple des provinces, paysans des montagnes et des campagnes, habitants des petites et moyennes agglomérations, soit 80% de la population totale. Les élites de la capitale, véritables courroies de transmission au service des pays riches, ne savent plus que développer leurs propres intérêts selon un modèle d'industrialisation et de modernisation tout à fait inadéquat à la situation réelle du pays.

(Quatre collégiens abattus)

Dans la nuit du mercredi au jeudi 28 novembre, l'ordre tombe du palais de Jean-Claude Duvalier, président à vie de la république, entouré des cinq ministres d'Etat composant le nouveau super cabinet ministériel: il faut mater Gonaïves, l'armée doit tirer. Dans la matinée du jeudi, les manifestations d'élèves du secondaire reprennent, lycées et collèges se vident. L'armée choisit sa cible. A 10 H 30, un militaire - la rumeur désigne avec insistance le capitaine de Gonaïves, Jean Dieudonné Ulysse, aujourd'hui muté - tire sans sommation en direction des rares élèves demeurés dans l'établissement autour du responsable du

[1] Cf. DIAL D 957 [NdE]

collège, le Père Guévin, d'origine canadienne. Tous témoignent: aucun élève ne manifestait à l'intérieur du collège, l'armée n'était ni menacée ni même bousculée. Jean-Robert Cius, 19 ans, élève de 1ère, s'effondre et meurt sur le coup. Un autre élève, Maikenson Michel, proteste spontanément. Sur ordre, un tonton-macoute le poursuit et l'abat froidement dans la cour d'une maison voisine. Terrible cynisme de la répression, un tonton-macoute tue le propre fils du commandant-adjoint des tontons-macoutes de Gonaïves, Ernest Michel, qui, à genoux, demandait grâce. A 15 H, un autre étudiant, Daniel Israel, blessé par balle, succombe roué de coups.

Cette répression brutale n'est pourtant pas aveugle; l'armée a eu le temps de choisir ses objectifs; tout d'abord les jeunes scolaires nés après la prise de pouvoir le 22 septembre 1957 par François Duvalier et excédés par ce système totalitaire; mais aussi l'Eglise catholique, propriétaire du collège où les séminaristes du diocèse poursuivent leurs études. A Gonaïves, on est persuadé que le Père Guévin était visé. Jean-Robert Cius a été tué à moins d'un mètre cinquante de lui. Qui pouvait penser que l'armée tirerait sans sommation sur des jeunes élèves sans arme ni même agressivité? Et de fait l'Eglise a su faire écho largement à l'année internationale des jeunes en organisant des rencontres, des marches et un concile national des jeunes où ils ont retrouvé le bonheur de la parole, la richesse des échanges. La cible était donc bien choisie, les meurtres prémédités; la brutalité devait servir d'exemple. Le peuple d'Haïti en découvrit une preuve supplémentaire dans la mascarade d'enterrement organisée le samedi 30 après-midi, à la hâte et au mépris des familles. Il s'agit bien là d'une violation des droits des personnes et des familles extrêmement grave dans le contexte de la culture haïtienne profondément raffinée et respectueuse de la douleur. Le pouvoir, en choisissant ce type de répression, accumule les erreurs. Gonaïves devient l'épicentre d'une manifestation populaire qui ne peut que s'amplifier. Est-ce le tournant?

A l'autre bout du pays, dès l'annonce des événements, la ville de Jérémie est en effervescence. C'est là que s'était déroulé le concile des jeunes, temps fort d'une prise de conscience nationale. Puis de proche en proche, on apprend des manifestations, des grèves spontanées d'étudiants. La répression continue: arrestation aux Cayes, à Petit Goâve et Gonaïves; pendant la nuit lors de pannes de courant provoquées, l'armée, les polices parallèles arrêtent ou rançonnent. Radio-Soleil, la radio catholique, d'abord interdite de nouvelles, se voit fermée dans la semaine qui suit; Radio-Lumière, la radio protestante, ne diffuse plus d'informations. Pourtant le mouvement continue, parfois se radicalise surtout chez les jeunes scolaires. La Conférence haïtienne des religieux organise une journée de réflexion dans les écoles suivie d'une journée nationale de deuil. Ici et là des tracts circulent écrits la nuit à la main. Est-ce donc le tournant? Il est bien difficile d'y voir clair alors que le processus ne fait que s'amorcer. L'information ne circule plus, à part le bouche à oreille incontrôlable.

Une seule chose s'affirme: la tension demeure actuellement, en province principalement dans les milieux jeunes, scolaires, populaires. La phase de transgression de la peur, enracinée dans le pays depuis 28 ans, est en train de s'accomplir. Déjà on pressent que certains rêves vont pouvoir se réaliser. Il s'agit là d'un climat à la mai 68, non pas une lutte systématique de prise de pouvoir, mais le déploiement incontrôlable d'une autre manière de penser l'avenir et, par là même, le présent. Les bases du pouvoir actuel en sont d'autant plus déstabilisées.

(La transgression de la peur)

L'heure est aussi à l'analyse: pourquoi avoir si peur? Pourquoi étions-nous dans l'impossibilité de voir, de réfléchir, pris au piège de la misère, de la désagrégation culturelle tout autant que d'une dictature politique? Questions simples et puissantes, entendues ici et là, qui en disent long sur l'état actuel du pays.

La plupart des analyses du duvaliérisme s'avèrent aujourd'hui très courtes. En particulier l'insistance sur le folklore du régime avec son Papa Doc prolongé par un Baby Doc défrayant la chronique, la rhétorique invraisemblable d'une Présidence à vie avec droit de succession déployée dans le cadre d'une Constitution républicaine remaniée que des juristes déclarent inconstitutionnelle. Dans les médias, dans les chaumières, Haïti c'est les tontons-macoutes qui gâtent le tableau d'un pays paradisiaque. Dans les rencontres internationales, c'est le pays le plus pauvre du continent américain. Pour les géopoliticiens, Haïti est déterminée par la double proximité de Cuba et des Etats-Unis. Tout cela est vrai quoique très fragmentaire. Au point que ce qui tient lieu d'analyse dans les ambassades occidentales se résume en une seule idée: assortissons l'aide financière ou alimentaire d'exigences de libéralisme politique. On feint de croire qu'il n'y a plus de prisonniers politiques depuis l'amnistie du 29 avril 1985, que les droits de l'homme sont en voie d'être respectés.

Pourtant, dans cette optique, il est difficile de rendre compte des résultats du dernier référendum en date du 22 juillet 1985 avec son score de 99,98% de oui (2). N'y aurait-il dans la rue aujourd'hui que les 449 personnes dénombrées qui ont voté non? De fait, on peut interpréter les événements actuels comme la vraie réponse populaire. A Gonaïves on criait "A bas la Constitution", à Petit Goâve les jeunes réclament des élections présidentielles. Le régime n'est crédible, semble-t-il, que pour les ambassadeurs. Il peut se passer de popularité. C'est du reste le cas de la majorité des pays du tiers-monde, car à trop focaliser l'analyse sur le régime duvaliériste, on en oublie le drame banal d'un pays empêché d'être lui-même, aspiré qu'il est dans la spirale d'un développement qui ne développe en fait que l'élite vouée à gouverner contre le peuple et pour les intérêts internationaux. Les experts multiplient les enquêtes, les analyses les plus fines qui se résument en une seule proposition: au lieu de produire des vivres - riz, sorgho, pois à des rendements médiocres - Haïti devrait produire ce qui ne pousse pas aux Etats-Unis, voire en Europe, principalement du café. Les surplus U.S. fourniront le manger de chaque jour. C'est, du reste, ce qui se passe: l'aide alimentaire entretient le régime et crée une autre société, déculturée, décentrée et sans capacité de résoudre les problèmes actuellement posés. Dans le fond, le seul choix que le développement technicien permet c'est le choix des moyens: prison, disparition, violence et ce qu'on appelle en créole le "manger sinistré", l'aide et la dépendance. Le résultat est le même: fermer la bouche des populations.

Dès lors, le duvaliérisme n'est qu'une péripétie. Les Etats-Unis présents militairement en Haïti de 1915 à 1934 ont choisi un autre type de présence. La dynastie Duvalier assurait une certaine stabilité au système, on acceptait de payer la corruption tout en ravalant, de temps en temps, la façade par des bruits soigneusement lancés de libéralisation. Depuis le jeudi 28 novembre à Gonaïves, le peuple haïtien sait qu'il n'y a là que mensonge. Si les pays avancés ajoutent foi à ce qui n'est que de la poudre aux yeux, c'est qu'ils y ont intérêt. Qu'au moins cela soit clair.

A force d'élargir le fossé entre l'élite et le peuple essentiellement paysan, le pouvoir, pris de vertige, risque d'y tomber. Dans l'immédiat on ne peut prévoir que plusieurs scénarios incertains. Le duvaliérisme a créé un vide politique à première vue irrémédiable. Dans les rues de Port-au-Prince, les gens se demandent si l'ambassadeur des Etats-Unis va choisir M. Grégoire Eugène, président du Parti social chrétien, ou l'actuel leader de l'opposition intérieure, M. Hubert de Ronceray. L'un et l'autre ont pu faire illusion, mais ils sont en train de perdre leur crédit. Le premier en légalisant son parti dans le cadre de la loi honnête du 3 juin 1985 promettant la démocratie et exigeant en fait des conditions inacceptable pour la création d'un parti nouveau, par exemple être sincèrement d'accord avec la Présidence à vie. Grégoire Eugène pense donc que le système va se maintenir; il en perd tout crédit populaire. Hubert de Ronceray, lui, a fait,

[2] Cf. DIAL D 1051 [NdE].

semble-t-il, le bon choix: le régime sans popularité ne peut que s'effondrer à l'image de l'économie haïtienne. Ses prises de parole fermes dénonçant la corruption, son appel récent à la grève générale en ont fait une sorte de leader des jeunes contestataires, en particulier à Petit Goâve d'où il est originaire. Mais il ne peut faire oublier qu'il est lui-même profondément attaché à ce système qu'il a servi comme ministre de feu François Duvalier, et rien n'indique une prise en compte véritable de sa part des ruptures à opérer pour sauver le peuple haïtien .

Reste l'Eglise, indéniablement un lieu d'ouverture, ferment de conscientisation et espoir du peuple des bidonvilles comme des paysans. Mais peut-elle répondre à cette attente? Le gouvernement traite avec la Conférence des évêques d'Haïti comme si c'était un gouvernement du même type. Par ce jeu de négociation, l'épiscopat - qui manque cruellement d'analyse et qui s'est montré "corporatiste" en ne défendant que les siens lors de l'expulsion des trois prêtres belges après le référendum - est coupé de sa base, sinon en train de perdre tout crédit populaire.

Dans l'immédiat, ce gouvernement sans idée ni stratégie risque d'accumuler les erreurs et de durcir la répression. Mais demain...

(Correspondance particulière)

3- Appels à la résistance

1) PAROISSE DES VERRETTES

Lettre à toutes les familles de Gonaïves en deuil depuis les événements du 28 novembre

Verrettes, 5 décembre 1985

Chers amis,

"L'Eglise, c'est nous. Nous, c'est l'Eglise".

Pour nous, paroissiens des Verrettes, ce slogan n'est pas une parole en l'air. Voyant la coupe de fiel que vous êtes en train de boire aux Gonaïves, nous, les habitants de la paroisse des Verrettes, fidèles de l'Eglise aussi bien que tout homme conscient de la situation du pays, nous vous écrivons pour vous dire combien notre coeur est déchiré à la vue de ces Haïtiens, nos semblables, qui vous traitent comme des chiens sans collier ou du gibier à plume. Ce qui nous fait pleurer, ce n'est pas seulement la mort de vos enfants innocents, mais c'est aussi la nouvelle qu'on a jeté leurs corps dans une fosse, sans que leurs parents ouvrent la bouche.

Devant pareil événement, nous élevons la voix avec toutes les familles des Gonaïves pour poser la question: où est la liberté, où est la soi-disant démocratie dans le pays? Nous ne comprenons absolument pas comment un homme du même sang que nous a pu donner l'ordre de tirer sur un peuple, enfant de cette terre.

Nous demandons que l'homme qui a donné l'ordre de tirer passe en jugement quel que soit son grade.

Amis des Gonaïves, ce qui vous arrive pouvait arriver n'importe où dans le pays, parce que c'est tout Haïtien qui est en train de succomber à la misère, à l'injustice et aux mauvais traitements. Nous savons maintenant que l'armée peut tirer à vue, sans sommation, sur des gens sans défense et désarmés.

Nous vous disons: "Tenez ferme! Nous sommes avec vous!"

2) JEUNES DE JÉRÉMIE

Déclaration des Jeunes, à Jérémie, après la première semaine de grève

Au nom de Dieu le Père qui veut que tout homme vive à l'aise,
au nom de Jésus-Christ qui est venu pour faire disparaître de
la terre la vie dégradée,
au nom de l'Esprit-Saint qui nous rend capables d'adhérer à Jésus-Christ,

Nous, Jeunes de Jérémie, nous saluons tout le reste du peuple haïtien qui crie dans les serres d'une bande de vautours prêts à l'achever.

Il y a plus d'une semaine que l'indignation devant le crime commis aux Gonaïves où furent tués par balles trois jeunes étudiants, nous fait crier "Justice!" pour que cela ne se renouvelle pas dans le pays.

Devant ce crime que nous considérons comme une gifle donnée par le gouvernement au peuple (car ce sont des militaires qui l'ont commis), nous avons demandé:
1- que le gouvernement présente des excuses publiques au peuple haïtien, surtout au peuple qui vit aux Gonaïves;
2- que soient arrêtés, jugés, condamnés, selon les dispositions de la loi, et les criminels qui ont assassiné les trois jeunes, et l'homme qui a donné l'ordre de tirer sur le peuple, même s'il compte parmi les hautes autorités du pays.

Mais jusqu'à cette heure, nous n'avons reçu aucune réponse.

Puisque le peuple est "le seul coq à savoir chanter" dans le pays, n'importe quel gouvernement en fonction doit se conformer à sa volonté.

Si l'on avait tiré sur le président, sa femme, son enfant ou bien sur un membre du gouvernement, même sans que mort s'ensuive, on aurait retrouvé l'auteur du coup de feu - même en Guinée - pour l'arrêter, le juger, le condamner, comme prévu par la loi.

Or, le président et les autres personnes sus-dites n'ont pas plus de valeur que ces trois jeunes gens qui n'étaient impliqués dans aucune corruption.

Le silence du gouvernement manifeste assez que le peuple n'a aucune valeur à ses yeux; il nous montre que c'est lui, le gouvernement, qui a envoyé assassiner les trois jeunes.

Considérant tout cela,

- considérant aussi que "quand le chien aboie, tu ne te retournes pas pour voir",
- considérant dans quelles conditions ils ont enterré les trois jeunes,
- considérant qu'ils ont fermé la bouche à Radio-Soleil, et qu'ils n'ont pas respecté des professeurs qui ne touchent même pas correctement leurs salaires,

l'indignation qui est dans nos coeurs nous fait dresser les cheveux sur la tête.

Dans cette situation, voici ce que nous déclarons:

1- Nous restons fermes, toujours plus fermes dans notre décision, à Jérémie, ce qui veut dire: tant que les deux conditions que nous avons posées ne seront pas réalisées, tant que les professeurs qu'on a maltraités aux Cayes n'obtiendront pas justice, tant que Radio-Soleil ne retrouvera pas le droit d'émettre,
nous n'irons pas à l'école

Nous faisons aussi connaître au gouvernement qu'il n'a pas besoin de nous attendre pour la rentrée de janvier, nous préférons perdre toute l'année scolaire. Ce qui doit être fait se fera.

2- Nous demandons à tous les étudiants des quatre coins d'Haïti de se solidariser avec nous dans notre présente décision parce que "nous continuerons à jouer aux billes jusqu'à ce qu'elles se brisent".

3) JEUNES DES CAYES

Au nom de Jésus-Christ, seul véritable Chef-à-Vie, nous, la jeunesse des Cayes, nous adressons un coup de chapeau "Solidarité" à la jeunesse de Port-au-Prince.

Aujourd'hui, ce vendredi 13 décembre, il y a exactement huit jours que nous avons pris la rue une deuxième fois pour nous déclarer d'accord avec Gonaïves, Jérémie, Petit Goâve. Nous sommes contre tous les méchants qui maltraitent les jeunes, qui les battent et les assassinent en plein jour.

Cette manifestation s'appelle "Solidarité".
Solidarité avec Jean-Robert Cius, Michel Makenson, Daniel Israël.
Solidarité avec tous les jeunes qui aiment leur pays.
Solidarité avec notre Radio.

Cette manifestation s'appelle "Protestation".
Protestation contre le baillon qui ferme la bouche de notre Radio-Soleil.
Protestation contre tous les criminels qui nous gouvernent.

Les assassins des trois jeunes aux Gonaïves sont assassins de la jeunesse des Cayes. Nous formons un seul corps dans le Christ. "Le nez reçoit un coup, les yeux pleurent".

Comme jusqu'à présent le jugement des assassins des Gonaïves n'est pas encore fait comme il se devrait; comme jusqu'à présent on n'a pas encore ni jugé ni libéré notre frère et notre soeur que le préfet des Cayes et le président du Parti national progressiste des Cayes ont arrêtés, souffletés, maltraités les 2 et 3 décembre; comme jusqu'à présent notre professeur qu'ils ont arrêté et souffleté au beau milieu de la salle de classe n'a pas encore obtenu justice et réparation, nous, les jeunes des Cayes, nous sommes en train de couvrir une surprise historique qui s'apprête à éclater. Quand cette surprise historique éclatera, elle éclatera comme l'orage. Un orage qui éclate pour mettre l'ordre dans le désordre qui se fait passer pour l'ordre.

En attendant, nous avons commencé à hisser le drapeau bleu et rouge. Nous avons commencé à déchirer les sales photos que nous ne voulons pas voir du tout, du tout, du tout. Nous avons commencé à crier: "A bas la misère à vie! A bas la faim à vie! A bas la bastonnade à vie! A bas le chômage à vie!" Oui, l'heure est venue de respirer. Nous n'en pouvons plus. Il nous faut crier. Il nous faut protester. Parce que le jeu est par trop faussé. Et toi, Port-au-Prince, est-ce que tu entres dans le jeu? Port-au-Prince, où es-tu? Que feras-tu avec le ballon?

Comme les jeunes de Jérémie, nous les jeunes des Cayes, nous disons: "Nous continuerons à jouer aux billes jusqu'à ce qu'elles se brisent".

Le 13 décembre 1985

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)